

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET  
SERVICES**

**SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE DU CHER**  
**7, rue Maurice ROY CS 60021**  
**18021 BOURGES Cedex**

**Tél.: 02.48.50.85.40**  
**Mail : affaires-juridiques@sde18.com**



**MARCHE PUBLIC D'ASSURANCES**

—  
**AVIS D4AAPPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE**

**Date et heure limites de réception des offres : Le vendredi 20 novembre 2020  
à 14 :00.**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR</b> .....	<b>4</b>
Article 1.1. Nom, adresse et points de contact.....	4
Article 1.2. Adresse d'obtention d'informations complémentaires.....	4
Article 1.3. Adresse d'obtention des documents de la consultation.....	4
Article 1.4. Adresse d'envoi des dossiers de réponse.....	5
Article 1.5. Type de Pouvoir adjudicateur et activité principale.....	5
<b>ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC</b> .....	<b>6</b>
Article 2.1. Description du marché public.....	6
Article 2.1.1. Intitulé attribué au marché par le Pouvoir adjudicateur.....	6
Article 2.1.2. Type de marché et lieu d'exécution des prestations de services.....	6
Article 2.1.3. L'avis implique des marchés publics.....	6
Article 2.1.4. Description succincte des marchés ou de l'achat/des achats.....	6
Article 2.1.5. Division en lots.....	6
Article 2.1.6. Nomenclature : Classification CPV.....	7
Article 2.1.7. Marché couvert par l'Accord sur les Marchés Publics (A.M.P.).....	8
Article 2.2. Quantité ou étendue du marché.....	8
Article 2.2.1. Quantité ou étendue globale.....	8
Article 2.2.2. Variantes imposées par le Pouvoir adjudicateur.....	8
Article 2.2.3. Variantes libres.....	8
Article 2.3. Durée du marché.....	8
<b>ARTICLE 3. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE</b> .....	<b>9</b>
Article 3.1. Conditions relatives au marché.....	9
Article 3.1.1. Cautionnement et garanties exigés.....	9
Article 3.1.2. Modalités essentielles de financement et de paiement.....	9
Article 3.1.3. Forme juridique de l'attributaire du marché.....	9
Article 3.1.4. Conditions particulières d'exécution.....	10
Article 3.2. Conditions de participation.....	10
Article 3.2.1. Composition du dossier de Candidature.....	10
Article 3.2.2. Composition du dossier d'Offre.....	12
Article 3.2.3. Marché réservé.....	13
Article 3.3. Conditions propres aux marchés de services.....	13
Article 3.3.1. Prestations réservées à une profession particulière.....	13
Article 3.3.2. Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de la prestation.....	13
<b>ARTICLE 4. PROCEDURE</b> .....	<b>14</b>
Article 4.1. Type de procédure.....	14
Article 4.2. Critères d'attribution.....	14
Article 4.3. Renseignements d'ordre administratif.....	16
Article 4.3.1. Numéro de référence attribué au marché par le Pouvoir adjudicateur.....	16
Article 4.3.2. Publication(s) antérieures(s) concernant le même marché.....	16
Article 4.3.3. Conditions d'obtention du Dossier de consultation des entreprises.....	16
Article 4.3.4. Date et heure limites de réception des offres ou des demandes de participation.....	16
Article 4.3.5. Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation.....	17
Article 4.3.6. Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre.....	17
Article 4.3.7. Modalités d'ouverture des plis.....	17
<b>ARTICLE 5. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b> .....	<b>18</b>
Article 5.1. Production de documents complémentaires au plus tard avant l'attribution du marché.....	18
Article 5.2. Marché périodique.....	18
Article 5.3. Projet/programme financé par des fonds communautaires.....	18
Article 5.4. Autres informations.....	19
Article 5.5. Procédures de recours.....	19
Article 5.4.1. Instance chargée des procédures de recours.....	19
Article 5.4.2. Introduction des recours.....	19
Article 5.4.3. Médiation.....	20

*Article 5.4.4. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours*

*21*

*Article 5.4.5. Date et heure d'envoi du présent avis..... 21*

<b>ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR</b>
--

**Article 1.1. Nom, adresse et points de contact**

SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE DU CHER  
Technopôle Lahitolle  
7 rue Maurice ROY  
CS 60021  
18021 BOURGES Cedex  
FRANCE

Tél. : (0033) (0) 2.48.50.85.40

Courriel : [affaires.juridiques@sde18.com](mailto:affaires.juridiques@sde18.com)

Adresse Internet : <http://www.sde18.com>

Adresse du Profil Acheteur : <https://webmarche.solaere.recia.fr>

**Article 1.2. Adresse d'obtention d'informations complémentaires**

SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE DU CHER  
Service Marchés publics  
Technopôle Lahitolle  
7 rue Maurice ROY  
CS 60021  
18021 BOURGES Cedex  
FRANCE

Tél. : (0033) (0)2.48.50.85.40

Courriel : [info@sde18.com](mailto:info@sde18.com)

Adresse Internet : <http://www.sde18.com>

Adresse du Profil Acheteur : <https://webmarche.solaere.recia.fr>

**Article 1.3. Adresse d'obtention des documents de la consultation**

Le dossier de consultation peut être retiré ou sera remis gratuitement par courrier ou par courriel sur simple demande écrite, téléphonique ou électronique à l'adresse suivante :

SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE DU CHER  
Service Marchés publics  
Technopôle Lahitolle  
7 rue Maurice ROY  
CS 60021  
18021 BOURGES Cedex  
FRANCE

Tél. : (0033) (0)2.48.50.85.40

Courriel : affaires-juridiques@sde18.com

Le dossier de consultation peut être téléchargé directement et gratuitement par le candidat à l'adresse suivante :

<https://webmarche.solaere.recia.fr>

**Article 1.4. Adresse d'envoi des dossiers de réponse**

Dans le cas d'une transmission par voie électronique, le dossier de réponse dématérialisé devra être déposé sur la plateforme suivante :

<https://webmarche.solaere.recia.fr>

**Article 1.5. Type de Pouvoir adjudicateur et activité principale**

- Type de Pouvoir adjudicateur : Etablissement Public
- Activité principale : Services généraux des administrations publiques
- Le Pouvoir adjudicateur agit pour d'autres Pouvoirs adjudicateurs : Non

<b>ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC</b>
--

**Article 2.1. Description du marché public**Article 2.1.1. Intitulé attribué au marché par le Pouvoir adjudicateur

Marché public d'assurances.

Article 2.1.2. Type de marché et lieu d'exécution des prestations de services

- Type de marché : Services d'assurance – Catégorie de Services 6 – a.
- Lieu principal d'exécution de la prestation : Bourges
- Code NUTS : FRB01

Article 2.1.3. L'avis implique des marchés publics

Oui.

Article 2.1.4. Description succincte des marchés ou de l'achat/des achats

La présente mise en concurrence a pour objet le choix :

- du (ou des) intermédiaire(s) d'assurances (Agent Général ou Courtier) qui sera(ont) chargé(s) du placement des contrats, de leur gestion et du règlement des sinistres ;
- de la (ou des) société(s) d'assurances mutuelles ou à forme mutuelle sans intermédiaires qui couvrira(ont) les différents risques d'assurances du SDE 18.

Article 2.1.5. Division en lots

Le marché est décomposé en sept (7) lots, chacun faisant l'objet d'un marché distinct :

N° du Lot	Désignation	Valeur estimée du marché /an
1	« <i>Incendie Divers Dommages aux Biens</i> »	26 841 €

2	« <i>Responsabilité Civile Générale</i> »	5 180 €
3	« <i>Responsabilité Civile Maîtrise d'œuvre</i> »	1 464 €
4	« <i>Flotte Automobile</i> »	8 170 €
5	« <i>Risques Statutaires</i> »	56 671 €
6	« <i>Protection juridique Générale</i> »	837 €
7	« <i>Protection Juridique Pénale des Agents Territoriaux et des Administrateurs</i> »	837 €

Chaque candidat pourra soumissionner à un ou plusieurs lots.

Article 2.1.6. Nomenclature : Classification CPV

Objet principal : 66 51 00 00 – 8 : Services d'assurance

- Lot n°1 : Assurance « *Incendie Divers Dommages aux Biens* »  
66 51 51 00 – 4 : Service d'assurance incendie  
66 51 52 00 – 5 : Service d'assurance de biens
- Lot n°2 : Assurance « *Responsabilité Civile Générale* »  
66 51 60 00 – 0 : Service d'assurance responsabilité civile  
66 51 31 00 – 0 : Service d'assurance défense et recours  
66 51 64 00 – 4 : Service d'assurance responsabilité civile générale
- Lot n°3 : Assurance « *Responsabilité Civile maîtrise d'œuvre* »  
66 51 60 00 – 0 : Service d'assurance responsabilité civile  
66 51 30 00 – 9 : Service d'assurance défense et recours et service d'assurance tous risques chantier
- Lot n°4 : Assurance « *Flotte Automobile* »  
66 51 61 00 – 1 : Service d'assurance responsabilité civile automobile  
66 51 31 00 – 0 : Service d'assurance défense et recours  
66 51 50 00 – 3 : Services d'assurance dommages ou pertes
- Lot n°5 : Assurance « *Risques Statutaires* »  
66 51 21 00 – 3 : Service d'assurance accidents  
66 51 22 00 – 4 : Service d'assurance maladie
- Lot n°6 : Assurance « *Protection juridique Générale* »  
66 51 31 00 – 0 : Services d'assurance défense et recours
- Lot n°7 : Assurance « *Protection Juridique Pénale des Agents Territoriaux et des Administrateurs* »  
66 51 31 00 – 0 : Services d'assurance défense et recours

Article 2.1.7. Marché couvert par l'Accord sur les Marchés Publics (A.M.P.)

Oui.

**Article 2.2. Quantité ou étendue du marché**

Article 2.2.1. Quantité ou étendue globale

Le marché est décomposé en sept (7) lots, chacun faisant l'objet d'un marché distinct.

Article 2.2.2. Variantes imposées par le Pouvoir adjudicateur

- Au sens du droit communautaire des marchés publics, les présents marchés pourront faire l'objet de modifications au sens des articles R 2194-2 et suivants du Code de la commande publique.
- Au sens ancien de « Prestations supplémentaires ou alternatives » en droit des marchés publics français, le marché ne comporte pas de variantes imposées.

Article 2.2.3. Variantes libres

Les variantes libres ne sont pas autorisées par le Pouvoir adjudicateur au titre de la présente consultation.

**Article 2.3. Durée du marché**

Marché pluriannuel de services, conclu pour une durée maximale de cinq (5) ans.

Le contrat pourra être résilié au 31 décembre de chaque année :

- Par le titulaire, moyennant un préavis minimal de quatre (4) mois, par l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'accusé de réception ;
- Par le Pouvoir adjudicateur, moyennant un préavis minimal de deux (2) mois, par l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

Date d'effet du contrat : 1<sup>er</sup> janvier 2021

Durée du marché : 1<sup>er</sup> janvier 2021 – 31 décembre 2025

**ARTICLE 3. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE**

**Article 3.1. Conditions relatives au marché**

Article 3.1.1. Cautonnement et garanties exigés

Aucune garantie financière n'est exigée, ni aucun cautionnement.

Article 3.1.2. Modalités essentielles de financement et de paiement

Fonds publics du SDE 18 (Ressources propres).

Les paiements sont effectués par le SDE 18 par mandat administratif dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la demande de règlement, conformément aux dispositions de l'article R 2192-10 du Code de la commande publique.

Le taux d'intérêt qui s'applique est celui prévu par l'article R 2192-31 du Code de la commande publique, soit le taux des intérêts moratoires égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La cotisation est payable d'avance et sera réglée pour une période annuelle, conformément aux dispositions du Code des Assurances, et révisable selon l'article R 2112-13 du Code de la commande publique.

Article 3.1.3. Forme juridique de l'attributaire du marché

Chaque lot constitue un marché distinct, qui pourra être attribué à un prestataire individuel (Société d'assurance) ou à un groupement d'entreprises.

Ce groupement, constitué d'un (ou plusieurs) intermédiaire(s) (Agent Général ou Courtier) et/ou d'une (ou plusieurs) Société(s) d'assurances, devra être formé dès la remise des offres. Après attribution, il prendra obligatoirement la forme d'un groupement conjoint avec mandataire non solidaire. Cette forme de groupement est justifiée au regard du fait que dans le cadre des groupements solidaires, chaque cotitulaire est engagé financièrement pour le montant global du marché ou du lot et donc de l'ensemble du risque.

Chaque opérateur économique ou groupement pourra soumissionner à un, plusieurs ou à l'ensemble des lots.

En application des dispositions de l'article R 2151-7 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter une offre en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

#### Article 3.1.4. Conditions particulières d'exécution

Sans objet.

### **Article 3.2. Conditions de participation**

#### Article 3.2.1. Composition du dossier de Candidature

Les candidats souhaitant présenter une offre pour plusieurs lots peuvent soit présenter un seul exemplaire des documents relatifs à leur candidature et scinder lot par lot les éléments relatifs à leurs offres, soit présenter pour chacun des lots les éléments relatifs à leurs candidatures et à leurs offres.

En cas de candidature individuelle présentée pour le compte d'une Société d'assurances par un intermédiaire mandataire, ce dernier devra produire l'ensemble des pièces du dossier de candidature tant pour la Société d'assurances que pour son propre compte, si le mandat dont il bénéficie s'étend à l'exécution de prestations contractuelles (telles la gestion des contrats et/ou des sinistres).

En cas de groupement d'entreprises composé d'une (ou plusieurs) Société(s) d'assurances en vue de couvrir l'entièreté de la définition des besoins (Assistance, pollution, risque aéroportuaire, marchandises transportées, RC garagiste, RC navigation et toutes autres branches soumises à agrément en application de l'article R. 321-1 du Code des assurances), et/ou d'un (ou plusieurs) intermédiaire(s), chaque membre devra produire l'ensemble des pièces du dossier de candidature.

Les candidats auront à produire les documents ci-après :

- **Renseignements relatifs aux interdictions de soumissionner :**
  - Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants si besoin (Formulaire DC1<sup>1</sup>) contenant les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise, tels que prévus à l'article R 2143-3 et suivants du Code de la commande publique, et notamment :
    - Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner ;
    - Les renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.

---

<sup>1</sup> Les formulaires et autres déclarations types sont consultables sur le site du Ministère de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat/>

➤ **Renseignements concernant la capacité financière :**

Le candidat atteste de ses capacités économiques et financières en produisant au minimum l'un des documents suivants :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (Formulaire DC2 rubrique E1) ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels pertinents;
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;

➤ **Renseignements concernant la capacité technique et professionnelle :**

Le candidat atteste de ses capacités techniques et professionnelles en annexant au formulaire DC2 les pièces suivantes :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Présentation d'une liste de références, faisant état des services similaires effectués au cours des trois dernières années, indiquant au minimum le destinataire public ou privé, et possiblement le montant, la date et la durée d'exécution.

Les références pourront éventuellement être prouvées par une attestation des destinataires ou par une déclaration de l'opérateur économique ;

- Certificats de qualification professionnelle du candidat, (Attestation de l'Organisme pour le registre des intermédiaires en assurance (dite « Attestation ORIAS »), attestation de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (dite « Attestation ACPR »), etc.).

*Aucun format n'est imposé pour la transmission des informations demandées ci-dessus.*

*Toutefois, les entreprises peuvent utiliser :*

*- les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr> dans la rubrique <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.*

*- le Document Unique de Marché Européen en version français*

*Ce document est disponible gratuitement sur les sites suivants :*

*<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32016R0007&from=FR>*

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

*ATTENTION : Les candidats ne sont pas autorisés à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci. Les candidats peuvent réutiliser le DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.*

N.B. : les candidats prennent bien garde de présenter des documents et attestations à jour. La présentation d'un document périmé est assimilée à une absence de document.

En application des dispositions de l'article R2143-16 du Code de la commande publique, tout document rédigé dans une autre langue doit être accompagné d'une traduction en français.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs autre(s) opérateur(s) sur le(s)quel(s) il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet (ces) opérateur(s) économique(s).

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet (ces) opérateur(s) économique(s) pour l'exécution des marchés, le candidat produit un engagement écrit de cet (ces) opérateur(s) économique(s).

En application de l'article R2143-13 et suivants du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le Pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Cette faculté n'est applicable que si les candidats ont indiqué dans leur dossier de candidature, toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que leur accès soit gratuit.

L'attention des candidats est portée à l'article 5.1 du présent Avis d'Appel Public à la Consultation.

#### Article 3.2.2. Composition du dossier d'Offre

Le dossier de réponse doit comprendre, pour chaque lot, les pièces suivantes relatives à l'offre :

- L'Acte d'engagement, à compléter, dater, par une personne dûment habilitée à représenter le candidat ;
- L'indication des éventuelles réserves aux clauses du Cahier des clauses techniques particulières dans l'annexe à l'Acte d'engagement intitulée « Bordereau des réserves au Cahier des clauses techniques particulières » ;
- Le Cahier des clauses administratives particulières ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières ;

- Pour les lots n°1, 2, 3, 4, 6, 7 : une note du candidat explicitant les procédures prévues pour gérer le contrat et les sinistres ;
- Pour le lot n° 5: le questionnaire relatif aux conditions de gestion du contrat et des sinistres, annexé au Cahier des clauses techniques particulières ;
- Tous autres documents formant la police (Conditions générales, conventions spéciales, annexes, etc.).

A défaut de production de l'ensemble de ces pièces, l'offre sera déclarée incomplète et éliminée comme irrégulière en application de l'article R 2152-1 et suivants du Code de la commande publique.

Article 3.2.3. Marché réservé

Non.

**Article 3.3. Conditions propres aux marchés de services**

Article 3.3.1. Prestations réservées à une profession particulière

En application des dispositions des articles L. 310-1 et suivants et L. 511-1 et suivants du Code des assurances, les prestations sont réservées à des Sociétés d'assurances et/ou d'intermédiaires en assurances.

Article 3.3.2. Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de la prestation

Oui.

## ARTICLE 4. PROCEDURE

### Article 4.1. Type de procédure

Marché passé selon une procédure d'Appel d'Offres Ouvert en application des articles L2124-1 et suivants, R 2124-1, R 2161-1 et suivants du Code de la commande publique.

### Article 4.2. Critères d'attribution

La Commission d'Appel d'Offres élimine les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables en application des dispositions des articles R 2152-1 et suivants du Code de la commande publique.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article R 2152-2 du Code de la commande publique, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander une régularisation des offres irrégulières dans un délai approprié à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Par ailleurs, il est indiqué que la régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

Le Pouvoir adjudicateur rappelle qu'il ne s'agit pas d'une obligation et invite les candidats à porter la plus grande attention dans la composition du dossier d'offre afin qu'il soit complet à la date de remise des offres.

Les offres seront notées sur un total de 100 points, obtenu en fonction des critères pondérés suivants :

- **Critère n° 1 : « Nature et étendues des garanties » sur 50 points (50% de la note finale)**

Ce critère sera apprécié au regard des éventuelles réserves formulées par le candidat dans l'annexe à l'acte d'engagement intitulée « *Bordereau des réserves au Cahier des clauses techniques particulières* ».

Le candidat n'ayant formulé aucune réserve se verra attribuer la note maximale de 50 points au titre du critère n°1.

Les éventuelles réserves devront être numérotées par le candidat, et seront sanctionnées selon le barème suivant :

-Réserve vénielle : - 1 point

Les réserves vénielles ne remettent pas en cause l'étendue de la garantie. Il peut s'agir de précisions ou de formulations professionnelles apportées par l'assureur mais qui sont de pure forme et ne portent pas atteinte à l'objet des garanties ou encore à la sécurité juridique d'exécution du marché.

-Réserve notable : - 2 points

Les réserves notables atteignent une extension de couverture ou simultanément plusieurs aspects des garanties, dans les plafonds de couverture ou dans l'objet

juridique du marché, sans pour autant en dégrader réellement l'équilibre ou en bouleverser la valeur économique.

-Réserve importante : - 4 points

Les réserves importantes impactent simultanément un ou plusieurs aspects techniques en termes de couverture d'assurance ou d'objet juridique tout en dégradant significativement la valeur économique.

-Réserve majeure : - 10 points

Les réserves majeures diminuent de façon substantielle voire excluent une ou plusieurs extensions de garantie et portent atteinte de façon conséquente aux conditions économiques du marché mis en concurrence.

Quel que soit le nombre de points retirés, la note obtenue par le candidat ne pourra en tout état de cause être inférieure à 0.

Par ailleurs, toute offre qui refuserait le Cahier des clauses techniques particulières dans son intégralité pour l'annuler ou le remplacer par les seules conditions particulières de la Compagnie d'assurance sera jugée irrégulière en application des dispositions de l'article R 2152-1 du Code de la commande publique.

➤ **Critère n° 2 : « Moyens de gestion du contrat et des sinistres » sur 10 points (10% de la note finale)**

- Pour les lots n°1, 2, 3, 4, 6, 7, ce critère sera apprécié en fonction des informations fournies par le candidat concernant :

« *Gestion courante du contrat (actes divers de production, désignation d'un interlocuteur dédié)* » sur 3 points ;

« *Modalités de traitement des sinistres (dont délais de paiement, désignation d'un interlocuteur dédié)* » sur 3 points ;

« *Services complémentaires proposés (consultations juridiques, prévention, formation, etc.)* » sur 2 points ;

« *Délai d'instruction des dossiers de production* » sur 2 points.

- Pour le lot n°5 ce critère sera apprécié en fonction des réponses apportées au questionnaire annexé au Cahier des clauses techniques particulières.

Le total de points obtenu par le candidat au titre des réponses apportées dans le questionnaire, noté sur 40 points, sera pondéré afin d'obtenir une note sur 10 points.

➤ **Critère n°3 : « Prix » sur 40 points (40% de la note finale)**

L'offre de prix la moins disante obtient la note de 40 points.

Les autres offres financières sont notées par application de la formule suivante :

Note de l'Offre considérée =	$\frac{\text{Offre de prix la moins disante}}{\text{Offre de prix considérée}} \times 40$
---------------------------------	---

Lors de l'examen des offres, s'il l'estime nécessaire, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails ayant servi à l'élaboration des prix.

Conformément aux dispositions de l'article R 2161-5 du Code de la commande publique, il ne peut y avoir de négociation avec les candidats. Le Pouvoir adjudicateur peut seulement demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre.

Les offres seront classées selon le nombre de points obtenu à l'issue de l'examen des offres.

Chaque lot sera attribué au soumissionnaire ou au groupement d'opérateur économique qui aura présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères sus-décrit.

#### **Article 4.3. Renseignements d'ordre administratif**

##### Article 4.3.1. Numéro de référence attribué au marché par le Pouvoir adjudicateur

Marché n° 2020-ASS-02

##### Article 4.3.2. Publication(s) antérieures(s) concernant le même marché

Non.

##### Article 4.3.3. Conditions d'obtention du Dossier de consultation des entreprises

- Date et heure limites pour la réception des demandes de documents ou pour l'accès aux documents : le vendredi 20 novembre 2020 à 14 : 00.
- Documents payants : Non.

##### Article 4.3.4. Date et heure limites de réception des offres ou des demandes de participation

Le vendredi 20 novembre 2020 à 14 : 00.

Article 4.3.5. Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation

Les propositions seront rédigées en langue française.

Article 4.3.6. Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

120 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée dans le Règlement de consultation.

Article 4.3.7. Modalités d'ouverture des plis

Sans objet

<b>ARTICLE 5. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>
--

**Article 5.1. Production de documents complémentaires au plus tard avant l'attribution du marché**

Au plus tard dans un délai maximum figurant dans la demande écrite du pouvoir adjudicateur, sauf si ces documents ont déjà été délivrés par les candidats lors du dépôt des plis de la présente consultation, seront exigés auprès de l'opérateur économique ou du mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- La signature de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1 ou autre) ;
- Tout document justificatif permettant de s'assurer que le signataire de l'acte d'engagement (ATTRI1) est habilité à engager de plein droit la société soumissionnaire (délégation de pouvoir ou pouvoirs successifs permettant d'établir un lien entre le signataire du marché et la personne habilitée à engager la société et KBIS...) ;
- En cas de groupement d'entreprises attributaires, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement justifiant de la capacité du mandataire à intervenir en leur nom et pour leur compte (rubrique G du formulaire DC1).
- Certificats délivrés par les administrations et organismes compétents en matière fiscale ou sociale ou les pièces mentionnées à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, relatifs à la lutte contre le travail dissimulé ; ces pièces seront à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché

**Les soumissionnaires sont invités à joindre l'ensemble des documents sus mentionnés dès la remise de leur offre afin d'accélérer la procédure de notification**

**Article 5.2. Marché périodique**

Oui

**Article 5.3. Projet/programme financé par des fonds communautaires**

Non

#### **Article 5.4. Autres informations**

- L'unité monétaire est l'EURO.
- Il s'agit d'un avis obligatoire.
- Les textes applicables sont le Code des Assurances, et le Code de la commande publique.
- En cas application de l'article R 2132-2 du Code de la commande publique, le dossier de consultation des entreprises pourra être accessible sur le profil acheteur du Pouvoir adjudicateur.
- Les conditions de transmission d'une signature électronique sécurisée sont celles décrites dans le Décret n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique.
- Le candidat qui effectue une transmission électronique a la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM) ou sur support papier dans les délais impartis mentionnés dans le présent avis.
- La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé portant la mention lisible "copie de sauvegarde". Elle ne sera ouverte par le Pouvoir Adjudicateur que dans le cas où un virus serait détecté dans les enveloppes transmises par voie électronique.
- Les candidatures sont analysées en fonction des capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.

#### **Article 5.5. Procédures de recours**

##### Article 5.4.1. Instance chargée des procédures de recours

Le Tribunal territorialement compétent est le Tribunal administratif d'Orléans, sis 28, rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans Cedex 1, tél. : 02 38 77 59 00, greffe.ta-orleans@juradm.fr, <http://orleans.tribunal-administratif.fr>

##### Article 5.4.2. Introduction des recours

Précisions concernant les délais d'introduction des recours :

- Un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché par la personne publique, en application des dispositions des articles L. 551-1 et suivants et R. 551-1 et suivants

du Code de Justice administrative. Ce recours n'est plus ouvert à compter de la signature du marché ;

- Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L. 551-13 du Code de Justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat.

En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat.

Toutefois ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du recours prévu à l'article L.551-1 du Code de la Justice administrative dès lors que le pouvoir adjudicateur a respecté la suspension prévue à l'article L.551-4 du Code de la Justice administrative et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours ;

- Un recours en référé suspension peut être introduit avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat, en application des dispositions de l'article L.521-1 du Code de Justice administrative ;
- Un recours gracieux peut être formé dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée. Ce recours interrompt le cours du délai contentieux qui n'est susceptible que d'une seule prorogation ;
- Un recours pour excès de pouvoir peut être introduit dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision ou de l'acte contesté, en application de l'article R 421-1 du Code de justice administrative. Pour le concurrent évincé, le recours pour excès de pouvoir n'est plus ouvert à compter de la conclusion du contrat ;
- Tout concurrent évincé de la conclusion du contrat est recevable à former devant le juge administratif un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires.

Ce recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi ;

- Tout tiers au contrat susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge administratif un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

#### Article 5.4.3. Médiation

➤ Mission de conciliation :

Le Tribunal administratif d'Orléans peut exercer une mission de conciliation conformément à l'article L.211-4 du Code de Justice Administrative.

➤ Différends liés exclusivement à l'exécution du marché (Articles R 2197-1 et suivants du Code de la commande publique) :

○ Comité consultatif de règlement amiable des différends :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Nantes, sis DIRECCTE des Pays de la Loire – Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics - 22 mail Pablo Picasso – BP 24209 – 44042 NANTES Cedex 1 (Tél : 02 53 46 78 36 ( mardi matin, mercredi et jeudi matin, de 9h à 12h) : Mme Régine QUENET ; Fax : 02 53 46 79 79 ; Mél : [Paysdl.ccira@direccte.gouv.fr](mailto:Paysdl.ccira@direccte.gouv.fr)).

○ Médiateur des entreprises.

<https://www.mieist.bercy.gouv.fr/>

Article 5.4.4. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Tribunal administratif d'Orléans, sis 28, rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans Cedex 1, tél. : 02 38 77 59 00, greffe.ta-orleans@juradm.fr, <http://orleans.tribunal-administratif.fr>

Article 5.4.5. Date et heure d'envoi du présent avis

Le 20 octobre 2020.